

International

AMÉRIQUE LATINE : UN NOUVEAU CYCLE ÉLECTORAL INCERTAIN

Jean-Jacques Kourliandsky

16/09/2025

Si l'on s'en tient aux résultats électoraux, l'Amérique latine aurait connu, ces vingt dernières années, un cycle progressiste suivi d'un cycle droitier. Mais ce cadre de lecture, trop réducteur, ne suffit plus à saisir les dynamiques actuelles. Les victoires récentes révèlent un paysage politique plus mouvant, où la grille gauche-droite reste utile, mais incomplète, et où les électeurs semblent sanctionner des bilans plutôt que s'aligner sur des idéologies. Comprendre ce nouveau cycle suppose d'aller au-delà des étiquettes partisans pour qualifier les forces en présence et identifier les véritables ressorts de leurs succès, analyse Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine et des Caraïbes de la Fondation.

Si l'on s'en tient aux résultats électoraux, l'Amérique latine aurait vécu successivement, ces vingt dernières années, un cycle progressiste suivi d'un cycle droitier. Manifestement, ce cadre de lecture ne fonctionne pas de façon aussi satisfaisante aujourd'hui. On peut toujours trouver comment répartir les vainqueurs des dernières consultations en suivant ce canevas qui a le mérite de la simplicité. Mais il ne permet plus, ou pas, d'en comprendre les réajustements et les dynamiques, et donc d'anticiper l'issue possible des prochaines consultations.

Le 17 août 2025, les électeurs boliviens ont choisi deux candidats de droite pour le second tour prévu le 19 octobre¹. Quel que soit le résultat, au terme constitutionnel de son mandat, le président de gauche sortant, Luis Arce, passera la main à l'un des deux finalistes libéraux. Les consultations des deux dernières années, présentées dans un ordre chronologique décroissant², peuvent entrer dans une grille droite-gauche : la victoire est revenue à la droite en Bolivie, la droite l'a emporté en Équateur, à Panama et au Salvador, la gauche au Mexique, en Uruguay et au Venezuela. Mais le candidat élu en République dominicaine est plus difficile à situer compte tenu de son programme et de sa campagne.

Le calendrier électoral des prochains mois permettra peut-être de se faire une religion plus précise quant aux dynamiques politiques régionales. Les multiples votations d'octobre 2025 à octobre 2026 pourraient-elles mettre en évidence des tendances communes et des divergences marquées,

facilitant ainsi un diagnostic plus fiable? L'Argentine organisera des législatives le 26 octobre, sept pays devraient être en présidentielles les douze mois suivants, Haïti le 15 novembre 2025, le Chili le 16 novembre, le Honduras le 30 novembre, le Costa Rica le 1^{er} février 2026, le Pérou le 12 avril 2026, la Colombie le 31 mai 2026, le Brésil le 4 octobre 2026.

Quatre des sortants sont progressistes ou apparentés au Brésil (Lula da Silva), au Chili (Gabriel Boric), en Colombie (Gustavo Petro), au Honduras (Xiomara Castro). Haïti n'a pas de président sortant, Jovenel Moïse ayant été assassiné en 2021. Le sortant costaricien est un indépendant de droite et, au Pérou, la première magistrate, élue à gauche, se définit désormais comme indépendante.

S'en tenir à une classification traditionnelle entre droite et gauche présente un intérêt certain, fondé sur les engagements affichés et revendiqués par les candidats vainqueurs. On peut répartir dans les cases de droite et de gauche ceux qui ont emporté la mise électorale dans leurs pays respectifs. Mais cette grille de lecture reste partielle et parfois insuffisante. Certains élus sont difficiles à « caser ». Les programmes des uns et des autres se rapprochent souvent, au point de rendre toute répartition idéologique incertaine. D'autres, le plus souvent à droite, relèvent davantage d'aventures individuelles plus que d'un engagement idéologique et partisan. Mais sur cette base, quelles qu'en soient les limites, ceux que l'on classe dans le camp progressiste restent minoritaires.

Afin de tenter de tirer un enseignement général et de mieux comprendre le nouveau cycle politique latino-américain, le rapport de force apparent, favorable aux droites, doit être contextualisé, tout en laissant la possibilité de victoires de gauche. Pour aller au-delà de l'évidence numérique, il est nécessaire de catégoriser politiquement et idéologiquement les étiquettes électorales. En effet, celles-ci peuvent avoir eu une influence sur le choix des électeurs.

Comment comprendre les succès remportés par les uns, les unes et par les autres ? L'idéologie et ses antagonismes ont-ils aujourd'hui la même clarté qu'à l'époque où Hugo Chávez dirigeait le Venezuela et Jair Bolsonaro le Brésil? Quels pourraient être les indicateurs permettant de décrypter les scénarios de victoire des différents candidats?

PRÉSIDENTIELLES REALISÉES (2024-2025)

4 février 2024, **Salvador** : Nayib Bukele (Nuevas Ideas, droite)

5 mai 2024, **Panama** : José Raúl Mulino (Realizando Metas, droite)

19 mai 2024, **République dominicaine** : Luis Abinader (PRM, centre-droit, libéral modéré avec certaines orientations sociales ambiguës)

2 juin 2024, **Mexique** : Claudia Sheinbaum (Morena, gauche)

28 juillet 2024, **Venezuela** : Nicolas Maduro (PSUV, revendiqué gauche socialiste, mais contesté pour pratiques autoritaires et restrictions démocratiques)

24 novembre 2024, **Uruguay** : Yamandú Orsi (Frente Amplio, gauche)

13 avril 2025, **Équateur** : Daniel Noboa, (Acción Democrática Nacional, droite)

PRÉSIDENTIELLES PROGRAMMÉES (2025-2026)

19 octobre 2025, **Bolivie** : sortant Luis Arce (MAS, gauche)

11 novembre 2025, **Haïti** : sortant Jovenel Moïse assassiné le 7 juillet 2021 (Parti Tet Kalé-droite)

16 novembre 2025, **Chili** : sortant Gabriel Boric (Frente Amplio, gauche)

30 novembre 2025, **Honduras** : sortant Xiomara Castro (Parti Libre-Gauche, gauche)

1^{er} février 2026, **Costa Rica** : sortant Alberto de Jesús Chaves Robles (PRSC-indépendant, droite)

12 avril 2026, **Pérou** : sortante Dina Boluarte (indépendante élue vice-présidente, gauche)

31 mai 2026, **Colombie** : sortant Gustavo Petro (Colombia Humana-Gauche, 19 juin 2022)

4 octobre 2026, **Brésil** : sortant Lula da Silva (PT-Brasil da Esperança)

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Un paysage idéologique brouillé

L'évaluation des dynamiques électorales, passées et prochaines, butte sur l'indéfinition idéologique des vainqueurs des dernières élections présidentielles, comme sur celle des candidats qui vont se disputer la magistrature suprême dans les prochains mois. Il est difficile de déduire une tendance claire vers la droite ou la gauche uniquement à partir des sortants et des élus récents, ce pour plusieurs raisons.

La confiscation ou, à défaut, la démolition de l'État constitue un premier obstacle à l'analyse. Deux pays, Haïti et le Venezuela, peuvent-ils être pris en compte étant donné dans ces pays l'absence de conditions minimales permettant l'expression libre et transparente d'une consultation présidentielle ? Haïti pourrait, en raison d'un chaos sécuritaire persistant, ne pas voter le 15 novembre 2025. Il n'y a pas de sortant, le président élu en 2016 ayant été, comme signalé *supra*, assassiné en 2021. Depuis cette date, des chefs d'État intérimaires essaient d'organiser une consultation. Au Venezuela, le président réélu en 2024 se dit socialiste, mais a été accusé d'avoir inversé les résultats, sans apporter de réponse convaincante au large éventail d'opposants, de gauche et de droite.

Deux des sortants élus défendent un mélange de libéralisme économique et de réformisme modéré, au Costa Rica et en République dominicaine. Le Parti du progrès social démocratique de Rodrigo Chaves Robles, au Costa Rica, et le Parti révolutionnaire moderne de République dominicaine, de Luis Abinader, naviguent entre deux eaux, la modernité et le progrès étant interprétés en fonction des circonstances. L'actuelle présidente du Pérou, Dina Boluarte, élue vice-présidente d'une coalition progressiste, n'a plus de boussole orientée vers la gauche. Il convient d'ajouter à cette liste Nayib Bukele, venu du FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale) et ancien maire de la capitale de son pays sous cette étiquette de gauche, qui a évolué vers une droite radicale, sans le revendiquer clairement.

Seuls les présidents élus dans les formes et la transparence requise par la démocratie peuvent être clairement qualifiés de droite ou de gauche : à droite, le premier magistrat de l'Équateur, Daniel Noboa, du Parti Action démocratique nationale, à Panama, José Raúl Mulino, de la formation RM (Réalissant ses Objectifs) ; à gauche, on trouve plusieurs présidents sortants remettant en jeu leur mandat en fin d'année 2025 ou en 2026 : au Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, qui a gagné en 2022 au nom de la coalition Brésil de l'espérance ; au Chili, Gabriel Boric, qui l'a emporté en 2021 pour le Front des gauches ; en Colombie, Gustavo Petro, qui a gagné en 2022, sous les couleurs de Colombie humaine ; au Mexique, Claudia Sheinbaum du mouvement Morena ; en Uruguay, Yamandú Orsi, du Front des gauches (Frente Amplio).

L'examen de la répartition des vainqueurs des dernières consultations présidentielles, élus dans les formes requises par la démocratie et non contestés, montre, avec toutes les précautions exposées ci-dessus, une tendance favorable aux candidats de droite (en Équateur, à Panama et au Salvador). Et, quel que soit le vainqueur de la présidentielle, la Bolivie aura le 19 octobre 2025 un chef d'État de droite. La gauche a gagné en deux occasions, au Mexique et en Uruguay. La victoire du candidat PSUV au Venezuela ne peut ici être prise en considération. L'opposition, comme signalé *supra*, a communiqué en effet des éléments signalant l'existence d'une fraude organisée, auxquels, on l'a dit plus haut, le gouvernement n'a apporté de réponse que sous forme de riposte. Il est d'autant plus difficile de mettre Nicolas Maduro avec la gauche que Lula da Silva au Brésil et Gustavo Petro en Colombie, incontestablement de gauche, ont refusé de reconnaître toute crédibilité au vote et toute légitimité au résultat proclamé.

Comment comprendre et interpréter ces victoires et ces défaites ? Un certain nombre de facteurs vont être proposés et non imposés, ils ne sont pas les seuls, sans doute, mais ils ont le mérite de permettre l'ouverture d'une réflexion.

Quand les urnes sanctionnent le mandat écoulé

Deux des vainqueurs, au Mexique et au Salvador, sont des vainqueurs de continuité. Un sortant de droite, Nayib Bukele, a été réélu sans difficulté au Salvador. Au Mexique, où la réélection n'est pas autorisée par la Constitution, Claudia Sheinbaum a porté les couleurs du Mouvement Morena, parti du président sortant Andrés Manuel López Obrador (AMLO). Elle a également remporté un succès incontestable.

Comment comprendre ces deux victoires de continuité ? Ces victoires ont été remportées par des candidats ayant tenu, aux yeux des électeurs, leurs engagements de campagne, en personne ou par délégation. Nayib Bukele a, malgré des critiques à l'extérieur de son pays, résolu un problème affectant de façon structurelle le quotidien de tous les Salvadoriens, l'insécurité. Il l'a fait en institutionnalisant l'état d'exception, sans égard pour les normes de droit. Les électeurs ont donné la priorité au résultat, la réduction drastique de la criminalité, considérant secondaires les moyens utilisés pour l'obtenir. Le taux d'homicide enregistré est, en effet, aujourd'hui l'un des plus bas d'Amérique latine, alors qu'avant les mesures brutales de maintien de l'ordre prises par le président Bukele, le Salvador affichait un taux parmi les plus élevés du monde³.

Au Mexique, le prédécesseur de Claudia Sheinbaum, Andrés Manuel López Obrador, a priorisé la lutte contre la pauvreté, un problème social structurel de son pays. Six ans plus tard, durée du mandat présidentiel au Mexique, AMLO a effectivement réussi à apporter une réponse qui a été

jugée satisfaisante par les électeurs⁴. Ils ont majoritairement voté en faveur de la candidate de son parti, Claudia Sheinbaum. Nayib Bukele n'a, en matière sociale, pas apporté de réponse satisfaisante aux électeurs. Claudia Sheinbaum a hérité d'un pays affecté par une violence chronique, non résolue par son prédécesseur et ami politique. Si le social et la sécurité ont joué un rôle central, ils l'ont fait de manière opposée dans ces deux situations électorales. Mais chacun des élus a répondu aux attentes prioritaires des électeurs.

La conjoncture, arbitre électoral

Les quatre autres élus ont été des élus d'alternance. L'un en Uruguay, de gauche, a pris le dessus sur le sortant de droite. Les trois autres, dont l'un des candidats de droite en Bolivie, ont écarté des sortants, de gauche pour certains, ou d'une sensibilité différente à la leur pour d'autres. Ces quatre alternances – en Bolivie, en Équateur, à Panama et en Uruguay – ont un arrière-plan social similaire. Il pourrait avoir joué un rôle dans le résultat du vote. Les électeurs sensibles à la dégradation de leur quotidien auraient dans cette hypothèse privilégié l'alternance, dans l'espoir d'une amélioration, sans tenir compte des considérations idéologiques ou partisans.

En Bolivie, le pays est enlisé depuis trois ans dans une crise économique ayant provoqué une envolée des prix et une pénurie de carburant. Les Boliviens auraient ainsi pour cette raison sanctionné le candidat du MAS, parti qu'ils avaient plébiscité aux présidentielles de 2020, comme auparavant en 2005, 2009 et 2014. En Équateur, un candidat de droite sans véritable parti a succédé à un candidat de la droite traditionnelle. L'Équateur était alors secoué par une crise économique et une vague de revendications sociales. Panama a connu une année 2022 marquée par une montée des revendications sociales et un climat de tensions sociales. La conjoncture économique, tout en restant positive, avait ralenti, générant une nostalgie des années de forte croissance. Yamandú Orsi, candidat de la gauche unie, a gagné en Uruguay. Il a mis fin à la présence au pouvoir du Parti national, parti traditionnel de droite. Les sondages, réalisés parallèlement aux préférences électorales, signalaient que les préoccupations principales des Uruguayens étaient, fin 2024, le chômage, l'inflation et l'insécurité, des facteurs ayant *in fine* désavantagé le candidat du président sortant.

La quête de dirigeants solides

Un autre facteur émerge d'un résultat à l'autre, indépendamment des orientations idéologiques : la valorisation de la capacité prêtée aux candidats d'assumer pleinement le pouvoir, de conduire le pays malgré les incertitudes économiques et de protéger le pays de l'insécurité physique (la

délinquance) et identitaire (les migrations).

L'insécurité, comme indiqué *supra*, a été le support majeur de la victoire au Salvador de Nayib Bukele. La présence de migrants avait joué un rôle important au Chili, aux élections de 2021, et est l'une des thématiques instrumentalisées dans ce pays en 2025 par les extrêmes droites proposant des solutions radicales. À Panama, le vainqueur a fait du combat contre l'immigration illégale l'un des axes de sa campagne. En République dominicaine, le vainqueur Luis Abinader avait centré sa campagne sur la construction d'un mur à la frontière avec Haïti.

Nayib Bukele, au Salvador, et le couple AMLO/Sheinbaum, au Mexique, ont transmis cette assurance, non seulement par leurs discours, mais aussi par leur mode de gouvernance, respectant autant que nécessaire les garde-fous institutionnels, tout en les bousculant si besoin pour montrer une main ferme sur les rênes de l'État. En Équateur, Daniel Noboa a montré de façon spectaculaire cette aptitude à agir en dépit des lois, en violant l'immunité diplomatique de l'ambassade du Mexique, pour extraire de façon policière le vice-président d'une équipe gouvernementale antérieure, soupçonné de corruption, réfugié dans cette légation. Le vainqueur des présidentielles panaméennes l'a emporté en associant son image à celle de ce prédécesseur, Martinelli, condamné pour corruption, avec le slogan « Roba pero hace » (« Il vole, mais il agit »)⁵. Au Brésil, Lula a montré sa résilience et la puissance de son verbe, capable de mener à bien des projets malgré des résistances internes (tentative de coup d'État) et externes (ingérences des États-Unis et attaques verbales de ses homologues argentin et israélien).

Inversement, une gouvernance hésitante, des querelles internes mal résolues transmettent une image d'incertitude. À Panama, le PRD, parti réformiste historique, s'est fracturé et a présenté deux candidats, dissuadant probablement les électeurs de voter pour un centre-gauche divisé dans un contexte social et international difficile, particulièrement dans la relation aux États-Unis. En Bolivie, l'incapacité de la gauche et du MAS à présenter un candidat au premier tour des présidentielles, le 17 août 2025, a été sanctionnée par les électeurs. Le MAS avait deux candidats et son fondateur exclu, Evo Morales, a défendu le vote blanc ou nul. Le 19 octobre prochain, il n'y aura pas de candidat de gauche au deuxième tour. Au Chili, Gabriel Boric a donné le sentiment d'être un président incapable de mener à bon port l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Son mandat, de quatre ans, a été accaparé pendant deux ans (2022 et 2023) par ce dossier. Deux projets de nouvelle Loi fondamentale ont été rejetés par les électeurs consultés par référendum. Les enquêtes d'août 2025 sur les intentions de vote pour la consultation du 16 novembre prochain indiquent une forte poussée des extrêmes droites, avec 63% des Chiliens jugeant la mandature de Boric négative, et un candidat d'extrême droite en tête sur l'aptitude à gouverner avec 36% d'opinions⁶.

Alternances fragiles, alternatives manquantes

Tous ces éléments – la confiance confirmée envers ceux qui, une fois élus, ont tenu leurs engagements de campagne, la confiance envers des profils d'hommes et de femmes à poigne jugés capables de prendre les bonnes décisions, la sanction envers ceux qui n'ont pas su répondre à la dégradation de l'économie pendant leur mandat, et la désillusion face à des familles partisans divisées – peuvent expliquer les victoires remportées par les différents candidats. Mais comment comprendre que ces facteurs, neutres en eux-mêmes, jouent en faveur de candidats de droite, voire d'extrême droite ? Le contexte de flou idéologique indiqué en début de note a sans doute joué un rôle important. Définir le périmètre de la gauche latino-américaine n'est de façon révélatrice pas évident, ni pour l'observateur, ni pour l'électeur. Et ce, pour diverses raisons.

Plusieurs gouvernants considérés de gauche ont rompu, sous des formes multiples, avec l'une des grandes valeurs du progressisme : la démocratie. Quelle que soit la raison invoquée par les dirigeants pour rester au pouvoir indéfiniment – souvent l'ingérence des États-Unis, qui est réelle –, le constat est celui d'un renoncement aux principes de la liberté politique. Au mieux, cela ressemble à un régime illibéral⁶; au pire, c'est une dictature. Cuba, Nicaragua, Venezuela se revendiquent de gauche, mais le vote dans ces pays est vidé de son sens soit par des interdits à l'égard des opposants et de leurs partis, soit par leur mise à l'écart médiatique, et les obstacles mis à leur participation à la votation, soit par leur expulsion vers l'étranger, leur emprisonnement, le retrait de leur nationalité. Cette réalité, outre qu'elle décrédibilise la gauche dans ces pays, déstabilise l'espace progressiste dans le reste des Amériques, au point d'avoir contraint des présidents de gauche – Lula da Silva au Brésil, Gabriel Boric au Chili, Gustavo Petro en Colombie – à prendre leurs distances avec ces dirigeants, tout en condamnant les violations de leur souveraineté par les États-Unis.

La gauche, ou les gauches démocratiques rencontrent d'autres difficultés. Le flou idéologique signalé *supra*, révélateur d'un déficit programmatique et d'une absence de propositions alternatives, les concerne tous. Ce flou est présent, en effet, même là où les positionnements partisans ont cristallisé des patriotismes historiques de « gauche » ou de « droite ». Un journaliste de la BBC, Gerardo Lissardy, à la lecture des programmes respectifs des deux candidats de second tour en Uruguay, Yamandú Orsi (Frente Amplio, gauche) et Alvaro Delgado (droite), les a décrits comme des adversaires « similaires ». Orsi et Delgado, a-t-il écrit, « représentants des deux grands blocs divisant les votants sont dans une confrontation où les projets ont plus de choses en commun que de différences⁷ ».

Le recours à des technologies de communication, à des cabinets de conseil à même de proposer

des « récits » plus ou moins alignés à l'état de l'opinion, aux sondages, l'abandon progressif du travail militant au contact des électeurs, les querelles de personnes, comme celles constatées en Bolivie, sont la traduction de cette réalité. Les victoires d'alternance à gauche des années 2000 à 2015 ont bénéficié de circonstances favorables, indépendantes de l'idéologie : un vote sanction pour des sortants de droite n'ayant pas réduit les inégalités ni réactivé des économies languissantes, et une conjoncture internationale haussière pour les matières premières et les productions agricoles exportées par l'Amérique latine.

La place de l'Amérique latine dans la division internationale du travail, l'exportation de minerais, de pétrole et de gaz naturel, ainsi que de denrées agricoles, n'ont pas été remises en cause par des gouvernants qui se sont contentés d'engranger les devises fournies par ces ventes. La différence entre droite et gauche a reposé, ce qui n'est pas négligeable, sur la répartition plus équitable et sociale des gains tirés de cette économie extractiviste. Le retournement de la conjoncture sur les prix des matières premières a réduit les rentrées de dollars et déstabilisé les gouvernants progressistes. La gauche bolivienne est la dernière victime de cette inertie réflexive qui pérennise un modèle économique dépendant de la conjoncture extérieure. La manne pétrolière et gazière étant par ailleurs entrée dans une zone de rendement décroissant, les politiques de répartition sociale ont été remises en question.

Ce type de scénario a ébranlé le péronisme de gauche en Argentine en 2023, et facilité la victoire idéologique et électorale d'un candidat improbable d'extrême droite, Javier Milei. Selon le sociologue Pablo Seman, cela est dû « en premier lieu aux conditions socio-économiques » d'une Argentine « qui n'a pas trouvé de modèle productif », marqué par « des années de stagnation, de décroissance du PIB [et d']appauvrissement ». « Le désespoir des citoyens concerne l'ensemble des partis politiques » mais de manière plus prononcée pour le péronisme, qui a gouverné de 2003 à 2015 et de 2019 à 2023⁸.

Toutes choses restant en l'état, les facteurs signalés *supra*, conditionnant les succès électoraux, jouent plutôt en faveur des forces conservatrices, mais peuvent permettre une alternance de gauche. La perpétuation de la pauvreté en Argentine, les rumeurs de corruption de l'entourage du président Milei ont écorné son image de Superman économique et éthique. Le péronisme a gardé la majorité au parlement de la province de Buenos Aires qui était soumis à renouvellement le 9 septembre 2025.

Est-il possible de préparer l'avenir en travaillant non pas avec les données d'une alternance ponctuelle, mais avec celles d'une option durable, qui pourrait être adaptée à chaque échéance électorale? La gauche est-elle condamnée soit à bloquer l'horloge électorale pour rester au

pouvoir, comme à Cuba, au Nicaragua et au Venezuela, soit à attendre un hypothétique retournement de conjoncture économique qui lui soit favorable ?

La question dépasse l'avenir prévisible de la gauche latino-américaine. Elle concerne aussi les gauches d'autres régions du monde, d'Amérique du Nord et d'Europe en particulier. Les stratégies de troisième voie dominantes dans ces régions, ou sous une autre appellation du Brésil à l'Uruguay en passant par le Chili et la Colombie, ainsi que le contournement communicationnel parfois masqué par une radicalité verbale, reflètent une forme de résignation : l'évitement inavoué d'une réflexion critique sur les échelons supranationaux conçus par l'économie de globalisation financière, qui tend à dissoudre les États nationaux⁹ et avec eux les politiques d'équilibres sociaux et régionaux en Amérique latine comme en Europe.

1. « Présidentielle en Bolivie : la gauche évincée, deux candidats de droite s'affronteront au second tour », *Le Monde avec AFP*, 18 août 2025.
2. En Équateur les 9 février et 13 avril 2025, en Uruguay les 27 octobre et 24 novembre 2024, au Venezuela le 28 juillet 2024, au Mexique le 2 juin 2024, en République dominicaine le 19 mai 2024, au Panama le 5 mai 2024, au Salvador le 4 février 2024.
3. 103 homicides pour 100 000 personnes en 2015, 7,8 homicides pour 100 000 personnes en 2022. David Marcial Perez, « *Bukele, el caudillo en estado de excepción* », *El País*, 19 mars 2023.
4. 8,8 millions de Mexicains seraient sortis de la pauvreté pendant le sexennat d'AMLO. « ONU, BM y Coneval certificaron logros en la lucha contra la desigualdad », *Milenio*, 25 septembre 2024, p. 14 ; Anne Vigna, « *Le Mexique enregistre une baisse historique de la pauvreté* », *Le Monde*, 28 août 2025.
5. Ce slogan associait le candidat Mulino à son mentor poursuivi par la justice, Martinelli. « Mulino est Martinelli », précisait une autre formule électorale d'appel.
6. *Enquête CADEM*, *Plaza Pública*, 31 août 2025.
7. Gerardo Lissardy, « *Uruguay va a segunda vuelta: quienes son Yamandú Orsi y Alvaro Delgado, los candidatos similares que se disputarán la presidencia* », *BBC News Mundo*, 25 octobre 2024.
8. Pablo Semán, *Está entre nosotros ¿ De dónde sale y hasta dónde puede llegar la extrema derecha que no vimos venir ?*, Siglo veintiuno, 2024, pp. 18-20.
9. Wolfgang Streeck, *Entre globalisme et démocratie*, Paris, Gallimard, 2021, p. 34.